

Déclaration sociale nominative : les modalités d'application du dispositif sont dévoilées

Les modalités d'application de la déclaration sociale nominative, la DSN, sont précisées par décret, complétant ainsi le cadre juridique du dispositif et permettant le déploiement de l'offre de simplification portée par celui-ci.

Chantier de simplification prioritaire du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, la DSN substitue un dispositif déclaratif unique et dématérialisé à la plupart des déclarations sociales faites par les entreprises. Sa mise en œuvre est progressive pour permettre son application à l'ensemble des employeurs au 1^{er} janvier 2016.

Dans le prolongement de la loi du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, et après un avis favorable de la Cnil, le décret en Conseil d'État du 28 mars précise ses conditions d'exigibilité de la DSN, son processus de transmission et la façon dont elle se substitue aux déclarations remplacées. Pour son démarrage en 2013, la DSN propose aux entreprises volontaires une offre enrichie par rapport à celle initialement envisagée par le législateur en remplaçant :

- les attestations de salaire pour le versement des indemnités journalières maladie, maternité et paternité ;
- les attestations d'employeur destinées à Pôle emploi ;
- les déclarations mensuelles de mouvements de main-d'œuvre (DMMO) pour les établissements du secteur privé employant au moins 50 salariés ;
- les enquêtes statistiques sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) pour les établissements du secteur privé employant moins de 50 salariés.

Cette première offre permet également de remplacer des formalités de radiation auprès des organismes complémentaires gérant les contrats collectifs (institutions de prévoyance, mutuelles et sociétés d'assurances).

Au 1^{er} semestre 2013, la DSN s'apprête à démarrer de façon très opérationnelle avec une trentaine d'entreprises pilotes engagées au sein d'une démarche originale de co-construction du dispositif.

En savoir plus : www.DSN-info.fr

Décret n° 2013-266 du 28 mars 2013 relatif à la déclaration sociale nominative :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027247328&dateTexte=&categorieLien=id>

Suivre la DSN sur Twitter : [@DSN_infos](https://twitter.com/DSN_infos)

À propos du GIP-MDS :

Le Groupement d'intérêt public Modernisation des déclarations sociales (GIP-MDS) a été créé en 2000 dans le but de mutualiser les moyens et les expertises des organismes de protection sociale en termes de dématérialisation, et surtout de faciliter aux entreprises et à leurs représentants l'accès aux déclarations dématérialisées.

Le GIP-MDS propose ainsi aux entreprises et à leurs mandataires, via le site net-entreprises.fr, le moyen d'effectuer leurs déclarations sociales en ligne de manière gratuite et sécurisée. Adopté par plus de 3 entreprises sur 4, net-entreprises.fr a enregistré 22 millions de télédéclarations en 2012 et joue un rôle incontournable auprès des entreprises en matière de démarches administratives.

Le GIP-MDS regroupe les organismes de protection sociale (Acos, Agirc-Arrco, Cnav, Pôle emploi, Unédic CnamTS, MSA, RSI...) mais aussi les représentants de la prévoyance, de la mutualité, assurances (CTIP, FNMF, FFSA). Les membres associés sont les organisations patronales (Medef, CGPME, UPA), trois syndicats de salariés (CFDT, CGT, CGT-FO) et les représentants d'utilisateurs comme les éditeurs de logiciels (Syntec numérique) et les experts-comptables (Conseil supérieur de l'Ordre).

Contacts presse :

GIP-MDS

Alexandre AZAR

01 58 10 47 28

alexandre.azar@gip-mds.fr

Agence Wellcom

Lucie HACQUIN & Alexia DIEZ-SOTO

01 46 34 60 60

lha@wellcom.fr – ads@wellcom.fr